

BRAZZAVILLE : DES QUARTIERS POUR TERRITOIRES ?

Elisabeth DORIER-APPRILL

Université d'Aix-en-Provence

En 1991, avec l'ouverture de sa Conférence nationale, le Congo émergeait de plus de 25 ans de monopartisme dominé depuis 1968 par l'armée et ses dignitaires originaires du Nord du pays. Pendant toute cette période, les ressortissants du sud (Kongo, majoritaires dans le pays et encore plus à Brazzaville), se sont trouvés évincés de la plupart des postes de responsabilité, notamment dans l'armée. On parle alors de Nordistes et de Sudistes au lieu d'employer la terminologie "ethnique" honnie par le régime marxiste, mais il est évident pour tous que le clientélisme ethno-régionale est une composante essentielle de la vie politique (cf. figure 1).

Les multiples consultations électorales de 1992 étaient l'occasion de renouveler profondément le personnel politique dans un esprit démocratique et de rompre avec ces pratiques antérieures. Or, face à la nécessité de constituer des majorités, les candidats¹, ont systématiquement pris le parti de recomposer la population congolaise en clientèles familiales, ethniques et régionales.

Géographie des ethnies et géographie électorale au Congo et à Brazzaville

Les résultats électoraux de 1992 avaient déjà révélé, à l'échelle du pays, d'inquiétants clivages ethno-régionaux². La carte électorale du Congo, géographiquement très contrastée, traduit l'existence de véritables fiefs politiques dans le pays : on distingue facilement 3 grands pôles régionaux. Au nord, c'est l'ancien Parti unique (le PCT) qui domine. Dans le Pool, (autour de Brazzaville) le parti d'opposition de B. Kolelas³ obtient presque 2/3 des voix, tandis que le pouvoir actuel, massivement soutenu par les régions du sud-ouest⁴ (Niari, Lekoumou, Bouenza) est fortement minoritaire dans la capitale et dans ses environs.

1. Souvent rodés à la politique gouvernementale ou opposants de longue date.

2. Weissman, F., 1993, *Élection présidentielle de 1992 au Congo, entreprise politique et mobilisation électorale*, ed CEAN-IEP, Bordeaux, 138p.

3. MCCDI : Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral; candidat : Bernard Kolelas.

4. Où P. Lissouba dépasse 80 % des suffrages.

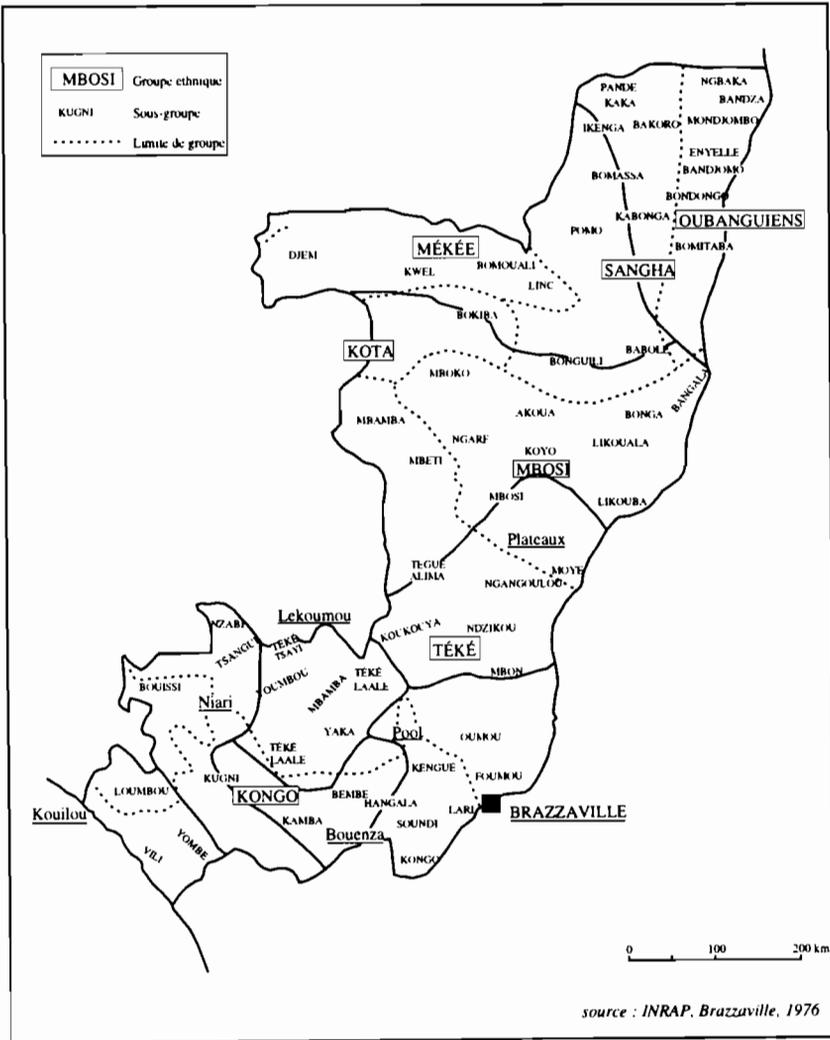


Figure 1. Congo : régions administratives et géographie des ethnies

A Brazzaville même, où l'on observe une géographie très contrastée des ethnies et des origines régionales (cf. figure 2), la distribution de la population favorise la répercussion de ces clivages électoraux entre quartiers. Si bien que les tensions politiques qui ont suivi les élections se sont vite traduites par des tensions urbaines, d'autant plus que les grands partis politiques poursuivent à l'intérieur de la capitale la stratégie d'ancrage spatial qu'ils mènent dans le reste du pays.

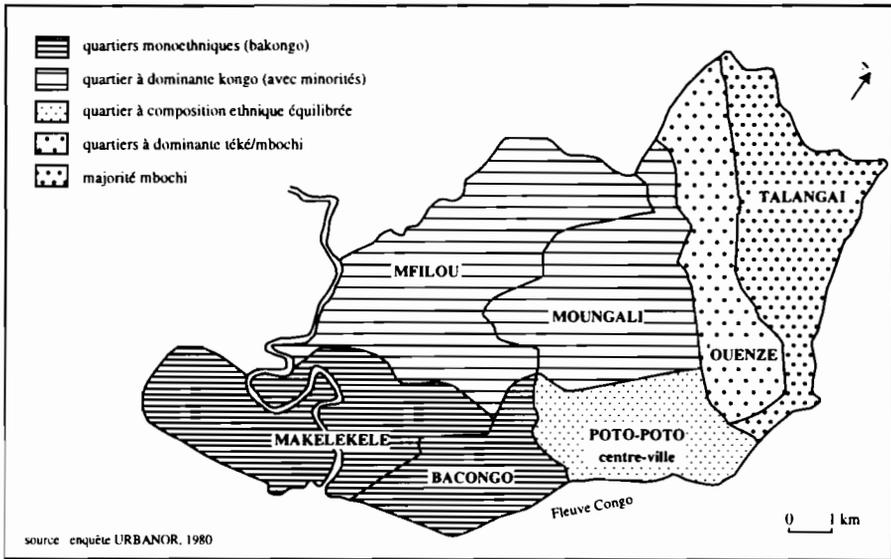


Figure 2. Géographie des ethnies à Brazzaville
(Répartition des ethnies par arrondissement en 1980)

La carte électorale de Brazzaville en 1992 (cf. figure 3) se superpose pratiquement avec celle de la répartition des groupes ethno-régionaux, montrant le clivage entre quartiers nord dominés par l'ancien parti unique, quartiers "mixtes" du vieux centre où tous les partis sont également représentés, et quartiers sud (Bacongo, Makélékélé) où le parti d'opposition de B. Kolelas est en position de quasi-monopole.

Bacongo et Makélékélé sont deux vieilles cités, à la fois *mono-ethniques et mono-régionales*, à forte identité "ethnique", et peuplées à plus de 95 % de Laris, c'est-à-dire de Kongo originaires du Pool, dont la majorité est née à Brazzaville. Le parti de B. Kolelas (MCDDI), considéré par l'opinion comme le "parti Lari" y a son siège, sa milice de jeunes *Ninjas*⁵. B. Kolelas lui-même réside dans le quartier.

Au contraire, le parti présidentiel est très minoritaire à Brazzaville. Il a puisé son électorat dans les régions rurales densément peuplées du sud-ouest (Niari, Bouenza, Lekoumou, surnommées NIBOLAND). A Brazzaville, il n'est bien implanté que dans les quartiers Mfilou.

5. Sur la formation de la milice *Ninja*, cf. Bazenguissa, Rémy, 1996, *Milices politiques et bandes armées à Brazzaville, les Etudes du CERI*, n° 13, avril 96, 32 p. Fondation Nationale des sciences politiques.

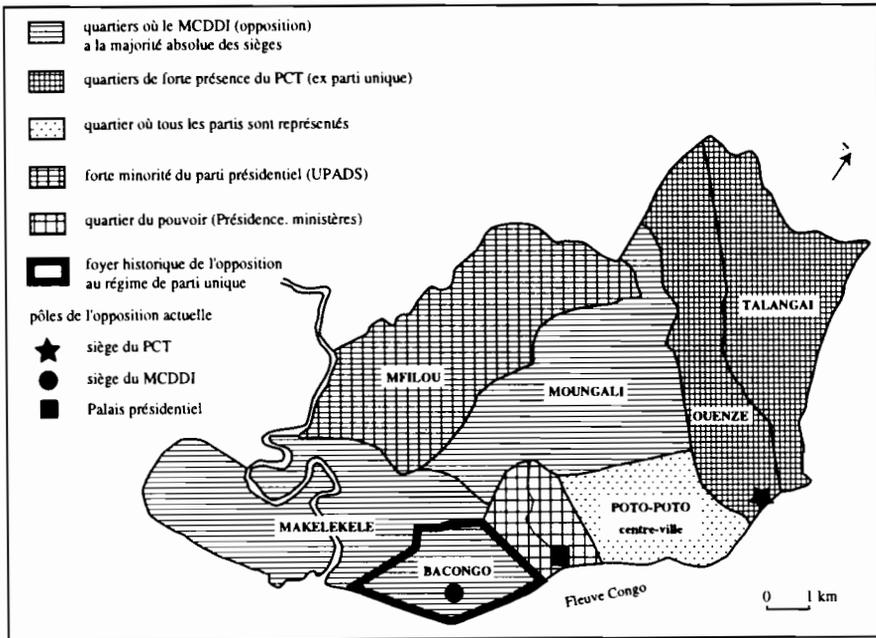


Figure 3. Le paysage politique brazzavillois depuis les élections de 1992

Il s'agit d'un arrondissement périphérique du sud-ouest, peuplé lui aussi à plus de 80 % de Kongo mais dont une importante minorité est originaire du "Niboland" et que l'on surnomme "Niboleks"⁶. Dans ces quartiers, la mouvance présidentielle va tâcher d'ancrer sa légitimité en armant, sans vraiment les contrôler, un conglomérat de bandes de jeunes plus ou moins déclassés qui se font appeler *Zoulous*. C'est entre Mfilou et Baongo que va se cristalliser le conflit sanglant de 1993-1994.

En 1993 à la suite d'un différend électoral, le quartier de Baongo s'est soulevé contre le gouvernement élu, élevant des barricades⁷. Les exactions des miliciens *Ninjas* amènent de nombreux résidents de groupes minoritaires – en particulier les *Niboleks* – à fuir le quartier.

A la fin de la même année, l'armée mitraille et assiège Baongo pendant plusieurs semaines, sans parvenir à l'affaiblir réellement. Au retrait de l'armée commence une guerre des milices entre *Ninjas* de Baongo (opposition) et *Zoulous* des quartiers Mfilou, ponctuée de violences

6. En majorité, ces "Nibolek" sont aussi des Kongo !

7. Cf. Le Bris, E., et P. Quantin, 1992, "Les barricades sont-elles constitutionnelles ?", *Politique africaine*, 1992, n° 48, p142-145.

meurtrières (2 000 victimes) à l'encontre des groupes minoritaires de chacun des deux quartiers (Laris à Mfilou, et Nibolek à Bacongo) (cf. figures 4 et 5). L'explication ethnique est d'emblée mise en avant par les protagonistes eux-mêmes (hommes politiques, leaders de partis, jeunes miliciens, habitants des quartiers).

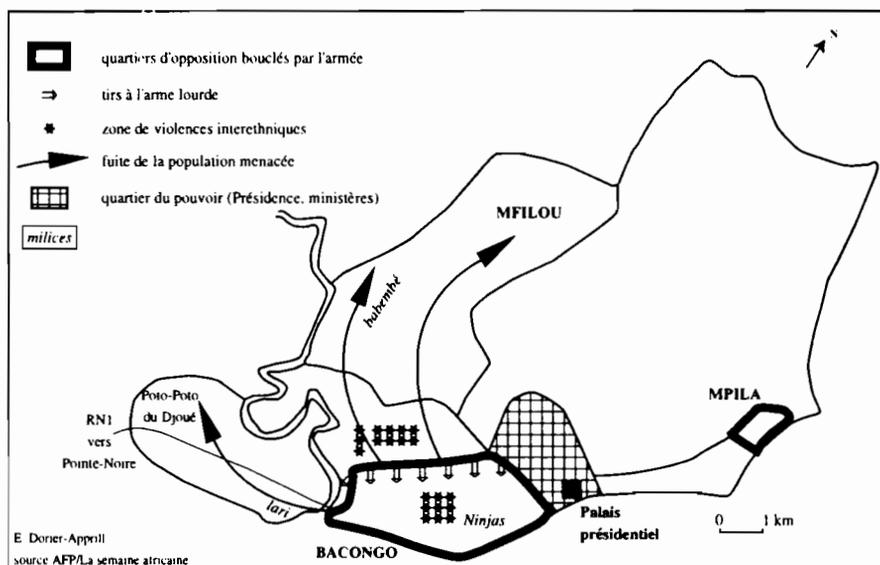


Figure 4. Brazzaville en novembre 1993

Pour désigner les massacres, et le vaste chassé-croisé qui a entraîné le déplacement de plus de 100 000 personnes entre juin 93 et février 94, certains commentateurs n'ont pas hésité à parler d'épuration ethnique des quartiers⁸.

Or cette dimension "ethnique" du conflit brazzavillois ne rend pas compte des enjeux proprement urbains, ni des motivations des principaux acteurs de la violence. D'abord cette guerre urbaine n'a pas engagé massivement toute la population, mais une frange de jeunes citoyens déclassés qui ont tous été scolarisés, sont en majorité nés à Brazzaville et ont grandi dans l'horizon des quartiers⁹. En effet, au recensement de 1984 (le dernier), 80 % des Brazzavillois de moins de vingt ans étaient nés dans la capitale, et plus de 90 % des moins de 15 ans d'alors... (tranche d'âge des miliciens de 1993).

8. Sur le déroulement de cette guerre, cf. Dorier-Apprill, E., 1995, "Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville", in *Villes du sud, sur la route d'Istanbul*, ORSTOM Editions, p 259-289.

9. Cf. Dorier-Apprill, E., 1995, in *Villes du sud*

De plus, les violences de 1993-94 ne se sont pas déroulées entre groupes ethniques bien différenciés, ou entre quartiers "nordistes" et "sudistes", mais à l'intérieur des quartiers sud, de peuplement Kongo dominant, où seule diffère l'origine géographique des habitants.

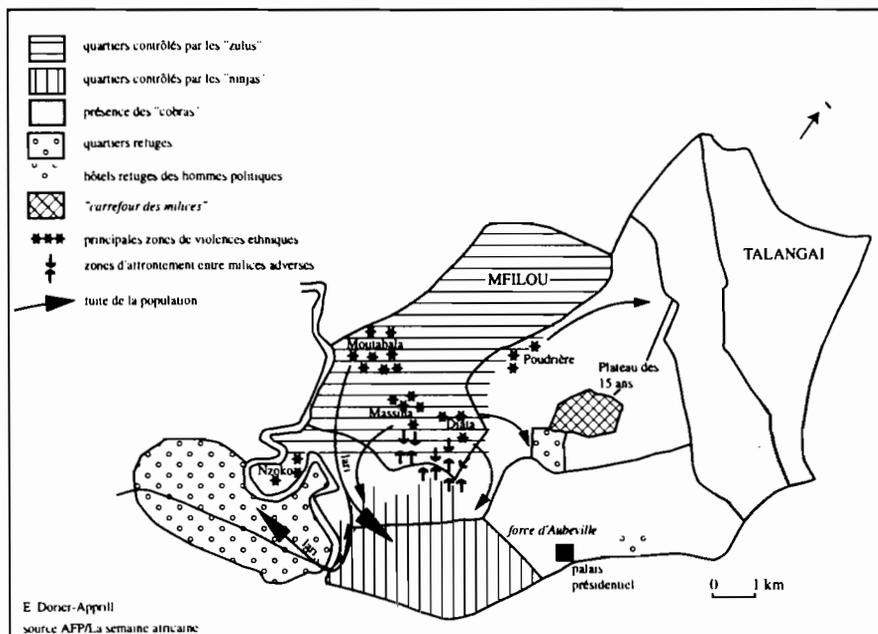


Figure 5. Violences à Brazzaville (décembre 1993-février 1994)

Par simplification, tous les "sudistes" se sont longtemps définis comme "Kongo" dans une capitale où toutes les ethnies du pays sont représentées, par opposition aux "nordistes" qui étaient en position politiquement dominante. Mais depuis des siècles "le" groupe kongo (au sens large) n'a pas constitué une entité culturellement et politiquement homogène. A Brazzaville, la problématique actuelle serait dominée par l'antagonisme qui oppose une partie du groupe Kongo (notamment les Laris, originaires du Pool, avec la milice Ninja) et les originaires des pays du Niari, (en majorité aussi Kongo, mais identifiés comme "Niboleks", avec la milice Zoulou).

Pour autant il ne s'agit pas de la résurgence de vieux antagonismes tribaux (pour reprendre les formules de la presse locale) qui auraient marqué l'histoire des Kongo. Au contraire, les violences entre *Ninjas* et *Zoulous* semblent conforter deux ethnogénèses issues de la modernité urbaine et imprudemment utilisées par les partis en compétition pour développer leur ancrage local dans la capitale. Dans les représentations, l'identité lari (déjà ancienne) et l'identité *nibolek* (en gestation) sont aujourd'hui étroitement

associées, à Brazzaville, aux quartiers-territoires des milices *ninja* et des bandes *zoulous*

Deux identités liées à la modernité urbaine

Bacongo, berceau de l'identité lari

Au début de ce siècle, devant le refus de coopération des Tékés originaires du site de Brazzaville, qui se replient vers le nord, la France s'appuie sur les Kongos vivant au sud du Pool qui sont appelés d'abord *Balalis*. Dans les faits, tant du point de vue linguistique que culturel, l'identité *balali* ne constitue pas alors une réalité historique très affirmée au sein du groupe Kongo.

Densément quadrillé par les missions catholiques et protestantes et leurs écoles, intensément mise en valeur pour l'approvisionnement de la capitale, le sud du Pool et notamment la région de Boko va rapidement fournir les éléments les plus instruits et dits "évolués" de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'Indépendance. Ils jouent un rôle actif lors de la création de Brazzaville,

De cette aliénation émerge l'identité *lari* qui se cristallise dans la "cité indigène" de Bacongo, à travers l'urbanisme colonial de regroupement par origine. La cohésion sociale et culturelle de Bacongo est un trait marquant de l'histoire brazzavilloise. Par rapport aux autres groupes, ces Laris, massivement installés dans le sud de la ville ont l'avantage du nombre mais aussi celui du moindre éloignement par rapport à la région d'origine, qui leur permet de maintenir longtemps de forts liens lignagers et de perpétuer des relations étroites avec le village. Dans les années cinquante, G. Balandier, décrivant cette cohésion entretenue par la vie citadine y perçoit une "tendance unitaire et exclusive"¹⁰. A l'époque, l'autorité coloniale s'inquiète aussi du développement, dans le sud du Pool et à Bacongo de mouvements religieux prophétiques et messianiques (kimbanguisme, puis matsouanisme) qui renforcent le sentiment d'unité des populations et comportent une double dimension identitaire et contestataire, au point que l'on peut observer "une quasi-fusion entre matsouanisme et "larité", entre identité ethnique et identité religieuse"¹¹.

10. Balandier, G., 1955, *Sociologie des Brazzavilles Noires*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques n° 67, Paris, A. Colin, p. 119.

11. Cf. Tonda, J., "Crise, aliénation et dynamiques identitaires : trois situations congolaises", communication au colloque *Identités et démocratie en Afrique*, Pointe Noire, 14-16 déc. 1995, ed P. Yengo/ Rupture-Min. de la coopération (à paraître)

L'invention du Nibolek : une ethnogénèse sur les bases de la régionalisation administrative

Bien plus encore que pour la "larité", le terme d'ethnie est évidemment impropre pour définir l'identité *nibolek*, qui n'est vraiment devenue une catégorie identitaire que depuis la campagne électorale de 1992. Le "pays *nibolek*" n'a jamais constitué une réalité culturelle. Bien que le terme revête une consonance "ethnificatrice", il s'agit d'une identité régionale récemment inventée.

Ce néologisme provient d'un moyen mnémotechnique employé à l'école. Le manuel officiel de géographie divise le Congo en grands ensembles économiques régionaux, parmi lesquelles les "pays du Niari" : Niari, Bouenza, Lekoumou. Le projet de regroupements administratifs trans-régionaux fondés sur les liens économiques, envisagé en 1964 par P. Lissouba, alors premier ministre, et repris à son compte par le dernier Plan quinquennal prévoyait de regrouper ces trois régions en un seul "Grand Niari".

Dans ces régions, l'électorat s'est massivement mobilisé en faveur du parti présidentiel. Le sobriquet de *Nibolek* s'est banalisé pour désigner à la fois les habitants de ces régions (surnommées "*Niboland*"), et les partisans de Pascal Lissouba.

Ce terme remporte finalement un véritable succès médiatique, et fonctionne comme un pourvoyeur d'identité commune, selon une logique ethnocentriste, à la multitude de groupes de la région. L'instrumentalisation de cette nouvelle catégorie *Nibolek* est exemplaire de l'ambiguïté délibérément entretenue entre la notion d'ethnie et celle d'appartenance régionale.

Niari et Bouenza sont deux régions prospères, densément peuplées, à mi-chemin entre Brazzaville et Pointe Noire, stimulées par les deux seules voies de chemin de fer du pays. Elles forment une solide entité géographique et économique et le "centre nerveux du Congo rural". Située entre les deux, la Lekoumou est économiquement plus défavorisée, et surtout plus marginale, partiellement peuplée de Tékés, et susceptible d'entrer dans la zone d'influence du PCT. Il est donc d'autant plus habile de lui proposer le projet d'une solidarité d'identité et de destin *nibolek*. Cet ensemble trans-régional constitue une remarquable base électorale, car il est divisé en un grand nombre de districts ruraux, qui, selon la loi électorale, forment autant de circonscriptions électorales aux élections législatives¹².

Dans ce "grand Niari", la stratégie électorale doit cependant composer avec une très forte hétérogénéité ethnique (cf. figure 1). La référence à l'espace régional, plus neutre et plus fédératrice que l'appel à la communauté ethnique était donc habile, mais surtout indispensable pour le

12. Selon la récente loi électorale (1995), tous les PC1 et districts ruraux de 1 à 15 000 habitants accèdent au statut de circonscription électorale. En ville, chaque circonscription doit comprendre jusqu'à 30 000 personnes. Cette loi conduit donc à minorer le poids des villes, dans un pays marqué par un fort taux d'urbanisation. (source R. Ziavoula, article à paraître).

candidat Lissouba. Appartenant à une ethnie très minoritaire (Nzabi, implantée à la frontière Gabonaise), il est hors de question pour lui de s'appuyer sur une base électorale ethnique; il doit fédérer. D'autre part, s'il veut honorer son image d'intellectuel de progrès, le "Professeur" Lissouba doit incarner la modernité régionale, plutôt que l'archaïsme tribal.

Revendiquée par les intéressés, la dénomination de *Nibolek* affirme en tous cas l'identité des Pays du Niari tout en la colorant d'une pseudo-ethnicité qui lui confère une sorte de légitimité¹³. Sa résonance dans l'arrondissement de Mfilou est liée à la proportion relativement élevée (1/4 en 1980) d'habitants de ces quartiers originaires des régions du sud-ouest. C'est ainsi qu'à Brazzaville, Mfilou constitue le bastion de la mouvance présidentielle, quadrillé par les *Zoulous* qui revendiquent l'identité *nibolek*.

Deux cultures urbaines antinomiques

Par delà les différences d'affiliation politique, d'origine géographique et d'identité ethnicisée qui sont brandies par les miliciens *Ninjas* et *Zoulous*, bien d'autres éléments opposent Baongo/Makélékélé à Mfilou, et notamment le décalage entre la culture urbaine ancienne, active et profondément enracinée de Baongo, et la mauvaise intégration socio-économique des quartiers périphériques de Mfilou.

Baongo présente depuis longtemps un fonds citadin stabilisé plus important que les autres quartiers : en 1955, 36,5 % de ses habitants étaient déjà nés à Brazzaville. Ils étaient 59 % en 1984, toujours plus que la moyenne de la capitale.

L'homogénéité d'origine (Pool), l'ancienneté citadine, le quasi-monopole des échanges marchands en direction du sud (Baongo possède le plus gros marché alimentaire de la ville, appelé marché Total), la prégnance des liens familiaux et économiques de proximité, constituent les bases matérielles d'une culture urbaine fortement territorialisée.

Ce vieux quartier populaire est aussi le foyer des modes vestimentaires et musicales, des "sapeurs" à l'élégance "parisienne", des bars "décontractés" à la mode (vite démodés) fréquentés par le tout Brazzaville congolais et expatrié (Les Rapides, la Main bleue, l'Escale de la Corniche au bord du fleuve etc.) et le repaire des intellectuels : bref, le centre d'une "urbanité" qui se veut plus raffinée que dans tout le reste de la ville. On y trouve aussi des secteurs de haut niveau résidentiel, comme la Glacière au bord du ravin du même nom et Mpissa, le long de la Corniche, où est située la "Case de Gaulle", résidence de l'Ambassadeur de France, et où vivent la plupart des représentants de la France au Congo, perpétuant d'une certaine

13. Aux élections législatives, cependant, tous les candidats de l'UPADS dans le "niboland" étaient natifs ou originaires de la circonscription où ils se présentaient; l'"identité *nibolek*" est surtout une façade !

manière les liens privilégiés tissés avec l'ancienne métropole, et d'où a émergé l'identité lari¹⁴.

Enfin, avec son prolongement à Makélékélé, Baongo bénéficie aussi d'une situation privilégiée – et même stratégique – en bordure de la corniche du fleuve, ouverte en direction de la route du sud, encadrant l'unique sortie routière de Brazzaville vers Pointe-Noire, et contrôlant l'unique pont sur le Djoué. L'accès au fleuve a permis au quartier de subvenir à ses besoins pendant toute la durée du "blocus" imposé par l'armée, par le biais d'un embarcadère clandestin, contrôlé par le MCDDI, parti de Bernard Kolelas. Ce dernier est aujourd'hui maire de Brazzaville, et l'embarcadère continue à fonctionner en toute illégalité, alimentant en produits venant du Zaïre les nouvelles ramifications du marché Total.

Bref, Baongo, qui a une conscience aiguë de sa situation d'"exception" et de sa supériorité à l'égard des autres quartiers est une sorte de "grand village" dans la ville, où l'anonymat est impossible, lieu d'ancrage et de constitution d'une vie sociale qui peut tendre à la fermeture. Avec l'institutionnalisation de la milice Ninja comme "gardienne de Baongo" et bras armé de l'opposition anti-gouvernementale, le MCDDI exploite donc une situation de fait, l'identification des jeunes au quartier, perçu comme "territoire lari", alors même que la plupart de ces jeunes n'ont jamais connu d'autre horizon que celui de la capitale.

Lors des violences de l'été 1993, des barrages, gardés par les jeunes *Ninjas* avaient été dressés pour contrôler les entrées des quartiers sud¹⁵. Ceux-ci recouraient à des "tests" linguistiques et culturels pour déterminer l'origine "ethnique" de tout individu étranger à la zone, puisant parfois leur inspiration dans leurs séjours de vacances au village ... Parallèlement "pour mieux surveiller le quartier, ils imposaient aux habitants différents itinéraires qu'ils devaient emprunter après avoir dépensé beaucoup d'énergie pour en connaître le tracé".

Inversement, Mfilou, seul arrondissement où l'électorat présidentiel est significatif, est aussi le plus pauvre et le plus enclavé de tous. Même si, par les hasards des découpages administratifs, l'arrondissement tardivement rattaché à la capitale, inclut quelques lotissements cossus (proches de l'aéroport), il reste en majeure partie composé de quartiers récents implantés sur les collines périphériques, éloignés, mal équipés, mal desservis par le réseau routier. L'aspect général est plutôt riant, aéré, très verdoyant à proximité des cours d'eau, mais la plus grande partie de la population a un niveau de vie inférieur à la moyenne, et les perspectives d'emploi y sont difficiles. La croissance démographique et l'immigration y sont actuellement les plus fortes de la ville. Les parents s'y installent pour accéder à la propriété à moindre coût, les jeunes s'y morfondent, et ne se sentent peut-être pas toujours aussi "brazzavillois" que les jeunes de Baongo.

14. Au Centre Culturel Français, situé à la sortie de Baongo, la quasi-totalité du personnel local est lari et réside dans le quartier.

15. Cf. Rémy Bazenguissa

En armant plus ou moins officiellement les bandes *Zoulous* qui imposent l'identité Nibolek à Mfilou, le parti présidentiel exploite le besoin d'ancrage territorial de jeunes exclus d'un quartier marginal. Pour ces *Zoulous*, il s'agit véritablement de la "conquête d'un territoire dans Brazzaville", et ce d'autant plus violemment que, contrairement à Bacongo, l'arrondissement Mfilou n'était pas initialement marqué par une culture et une identité mono-régionale : en 1980¹⁶, Mfilou abritait 60 % d'originaires du Pool.

On voit que dans ce cas, la néo-ethnicité *nibolek* est utilisée comme instrument pour susciter une territorialisation urbaine, et ce, à des fins politiques.

Les *Zoulous* justifient leur entrée en action¹⁷ en novembre 1993 par la rumeur d'une "invasion Ninja"; ils procèdent ensuite de manière similaire aux *Ninjas*, plaçant des barrages à l'entrée des quartiers pour déterminer l'origine "ethnique" des étrangers à la zone... mais, faute de compétence linguistique de ces jeunes souvent nés à Brazzaville, "le rôle d'interlocuteur fut dévolu à des *Zoulous* venus de l'intérieur du pays"¹⁸.

Territorialisation violente et fantasmée des quartiers brazzavillois (cf. figure 6)

Au cours de l'année 1994, les positions de chaque parti se consolident sur la base des zones d'influence ainsi définies : *Zoulous* à Mfilou (rebaptisé : *Beyrouth* par les *Zoulous*), *Ninjas* à Bacongo, rebaptisé *Sarajevo* par ces mêmes *zoulous* qui font allusion à l'"épuration ethnique" dont ils accusent les Laris (rebaptisés les "Tchèques"). De leur côté, les *Cobras*¹⁹ établissent leur contrôle sur les quartiers Est. Le quartier des Ministères et la Présidence sont officiellement protégés par les "Aubevillois" et la "Réserve Ministérielle"²⁰. Un seul quartier voit se croiser des miliciens de toutes tendances : c'est le Plateau des 15 ans, situé à l'ouest de Moundali. En effet de nombreux hommes politiques de tous bords résident dans sa partie la plus cossue, sous la protection de leurs miliciens respectifs : *zoulous*, *ninjas*, *cobras* et même *requins*²¹ s'y côtoient donc au rythme de salves périodiques²².

Par delà les maladresses et les naïvetés de ces procédures d'identification, la toponymie fantasmatique créée par les jeunes miliciens

16. Dernières statistiques disponibles, enquête URBANOR réalisée pour préparer le schéma directeur d'aménagement de Brazzaville.

17. Attaques et pillages de maisons appartenant à des Laris, intimidations et massacres ...

18. Cf. Bazenguissa, *op. cit.* p 17.

19. Milice liée au PCT, dont la fonction était de protéger l'ancien président D. Sassou Nguesso.

20. Milices semi-officielles armées par la Présidence.

21. Milice du RPDS de Thystère Tchikaya, actuel maire de Pointe Noire.

22. Source : R. Ziavoula, ENAM, Université Marien Ngouabi.

pour décrire leurs territoires brazzavillois, largement inspirée des médias internationaux, n'utilise plus, on le voit, aucune appellation ethnique "traditionnelle".

Au cœur de cette guerre des milices où les acteurs sont des jeunes citadins socialisés dans les quartiers de la ville se révèle donc, non la résurgence de l'ethnicité comme composante profonde des rapports sociaux africains mais la construction d'"ethnicités" nouvelles et citadines.

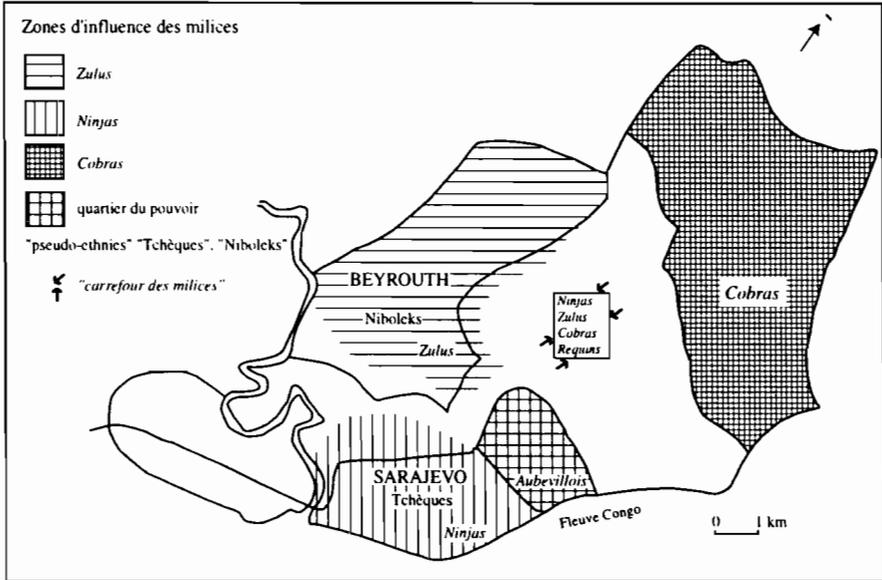


Figure 6. 1994-1995 : Toponymie fantasmatisque des "territoires brazzavillois"

L'ethnicisation de la revendication et du conflit est orchestrée par une classe politique en quête de base électorale dans la capitale, ce qui lui permet de mobiliser toute une frange de la jeunesse en quête d'identité et de statut autour du repli sur le quartier.

Baongo, c'est la résistance ostentatoire et ethnicisée d'une vieille culture urbaine territorialisée, Mfilou, c'est la recherche de l'ancrage, recherche violente et désespérée des exclus du travail, de la mobilité sociale et géographique au sein d'une périphérie mal intégrée à la ville.

Deux ans après, la "guerre des milices" s'est apaisée et aucune limite physique ne rappelle plus, sur le terrain, cette fragmentation belliqueuse de la capitale. Dans les représentations cependant, Brazzaville reste morcelée par d'invisibles frontières de l'identité, du souvenir et de la peur, qui constituent désormais une composante essentielle de la vie quotidienne,

contribuant à renforcer les ancrages locaux sur le quartier, et à distendre les liens économiques et sociaux entre certaines parties de la ville.

Faut-il en conclure à un repli généralisé sur le "micro-territoire" et à une désagrégation de la citoyenneté ? Rien n'est moins sûr car parallèlement à cette propension renforcée à l'ancrage, sensible dans les quartiers sud, on observe l'émergence ou le renforcement, à proximité du centre-ville et dans l'est de la ville, de nouveaux espaces d'activités et de rencontres, marqués par leur mixité de peuplement et par leur neutralité politique, où peut se reconstruire une nouvelle "urbanité", si l'on définit ainsi le "compromis de coexistence"²³ entre groupes sociaux partageant le même espace de la cité.

Parallèlement, l'espace local constitue de moins en moins souvent un cadre identitaire pour les élites brazzavilloises les plus dynamiques (intelligentsia, entrepreneurs), chez qui affinités électives et logiques de réseau (économiques, scientifiques, spiritualistes) remplacent les logiques territoriales. Cette évolution est encouragée par l'ouverture économique et médiatique, récente au Congo.

Paradoxalement, pendant que Brazzaville paraît se scinder en territoires irréductibles, la masse des Brazzavillois construit aussi de nouvelles formes de sociabilité : en témoigne le développement vertigineux des associations et regroupements économiques, socio-culturels, religieux, qui se fédèrent et constituent de multiples réseaux transversaux²⁴.

L'ambivalence caractérise donc les crises et les ajustements culturels et sociaux en cours au Congo, et il faudrait se garder d'un pessimisme trop définitif, même si, à l'occasion des prochaines élections présidentielles, la violence entre quartiers demeure un risque très prégnant.

23. *Espaces et sociétés*, n° 68, 1-1992.

24. Cf. Dorier-Apprill, E., "Les enjeux socio-politiques du foisonnement religieux à Brazzaville", à paraître dans *Politique Africaine*, fin 1996. (Recherche en cours dans le cadre de l'équipe ORSTOM-CEAN "Citadins et religions")

Sous la direction de
Joël BONNEMAISON, Luc CAMBREZY
Laurence QUINTY-BOURGEOIS

LA NATION ET LE TERRITOIRE

Le territoire, lien ou frontière ?

TOME 2



GÉOGRAPHIE



CULTURES

L'Harmattan

SOMMAIRE

Sommaire	5
Liste des auteurs	7
Introduction : Luc Cambrézy.....	9
Première partie : Conflits et rivalités territoriales	17
1- Jean-François PEROUSE, Le Kurdistan : quel territoire pour quelle population ?	19
2- Elisabeth DORIER-APPRILL, Brazzaville : des quartiers pour territoire ?	37
3- Marc LAVERGNE, Sud-Soudan : guerre tribale, Jihad islamique ou genèse de la nation ?.....	51
4- Blandine DESTREMAU, Fragmentation territoriale et problème d'intégration : le cas palestinien	61
Deuxième partie : Les constructions culturelles du territoire national	73
5- Brigitte DUMORTIER, Le Gaeltacht : un espace culturel protégé (Irlande).....	75
6- Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH, L'Afrique du Sud, ou la patrie utopique	83
7- Philippe PELLETIER, Le territoire surinsulaire japonais : approche géopolitique	103
8- Anne-Marie FRÉROT, Territoires nomades en devenir. Questions à propos de l'urbanisation d'un espace nomade (Mauritanie).....	113
9- Stéphane de TAPIA, Ulus et Yurt, Millet et Vatan, territoires nomades et migrations de mots. Éléments pour une discussion de la conception turque du territoire	125
10- Anne GAUGUE, "La maison des ancêtres". L'exposition des territoires dans les musées privés d'Afrique tropicale	139
11- Esther KATZ et Jean-Claude NGUINGUIRI, Clans, ethnies et Etat : partage et conflit dans l'appropriation de l'espace au Kouilou (Congo)..	149
Troisième partie : Pouvoir et territoire	163
12- Emmanuel SAADIA, Systèmes électoraux et territorialité en Israël	165
13- Jean RADVANYI, Les nouveaux territoires des Russes	177
14- Alain GASCON, Partager une terre sainte. Erythrée unitaire, Ethiopie fédérale	185
15- Jean-Luc MAURER, Singularités et paradoxes territoriaux en Indonésie. De l'ambivalence des frontières dans un cadre de diversité insulaire	211

16- Gilbert DAVID, Du village à la construction de l'Etat : l'agrandissement de la territorialité dans le Pacifique.....	235
17- Christophe GRENIER, Le Parc National des Galápagos : un territoire disputé	253